



Mémoire au Comité permanent des finances

Consultations prébudgétaires en de 2019

Présenté par :

La Société canadienne du sida

Août 2018

Si vous avez des questions :

Gary Lacasse

Directeur général

Gary.lacasse@cdnaids.ca

613-230-3580

Recommandations prébudgétaires de 2019, par la Société canadienne du sida :

- 1) Que le gouvernement fédéral augmente de 10 millions de dollars le financement du Fonds d'initiatives communautaires en matière de VIH et d'hépatite C, pour qu'il passe de 26,4 millions de dollars par année à 36,4 millions de dollars par année.**

- 2) Que le gouvernement fédéral fournisse 1 million de dollars par an au cours des cinq prochaines années pour appuyer le déroulement de la Journée nationale du dépistage du VIH par l'intermédiaire d'activités nationales de coordination et de marketing ainsi que par l'adoption de nouvelles technologies de dépistage à l'échelle du pays.**

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DU SIDA

La Société canadienne du sida (SCS) est la voix nationale pour une coalition formée de 85 organismes communautaires de lutte contre le VIH/sida au Canada. La SCS et ses organismes communautaires membres se consacrent à réduire les taux d'infection au VIH et à renforcer les soins et le soutien offerts aux personnes vivant avec le VIH/sida ou affectées par celui-ci.

Depuis 30 ans, la SCS joue un rôle essentiel de chef de file en ralliant les gouvernements, le système de soins de santé ainsi que la recherche et le développement de nouvelles pharmacothérapies pour lutter avec succès contre l'épidémie du sida.

Aujourd'hui, reconnaissant les solides parallèles entre la crise du sida dans les années 1980 et 1990 et la crise actuelle des opioïdes, la SCS fait part de ses connaissances et de son expertise en matière de défense des droits pour aider à lutter contre l'épidémie croissante d'opioïdes.

Il ne fait aucun doute qu'il est dans l'intérêt économique du Canada d'adopter une approche proactive à l'égard des menaces à la santé publique, comme celles que posent les taux croissants d'infection au VIH.

AMPLEUR DU DÉFI POSÉ PAR LE VIH : UNE MENACE À LA SANTÉ PUBLIQUE ET À LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DU CANADA

Augmentation des taux d'infection au VIH au Canada

Le VIH demeure un problème national de santé publique au Canada. En 2016, le nombre de nouveaux cas d'infection au VIH diagnostiqués est passé à 2 344¹, le nombre le plus élevé des cinq dernières années. L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) estime que sept nouveaux cas d'infection au VIH surviennent chaque jour².

En 2016, les médecins de la Saskatchewan ont demandé à leur gouvernement de décréter l'état d'urgence santé en raison du nombre élevé de cas d'infection au VIH diagnostiqués³, en

¹ Le VIH au Canada : 2016 – Rapport de surveillance, 2016, <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/rapports-publications/releve-maladies-transmissibles-canada-rmtc/numero-mensuel/2017-43/rmtc-volume-43-12-7-decembre-2017/vih-canada-2016.html>.

² CATIE, En bref : Les nouvelles infections par le VIH, <http://www.catie.ca/fr/pdm/printemps-2016/bref-les-nouvelles-infections-vih-canada>.

³ CBC News Saskatoon, Les médecins de la Saskatchewan demandent le décret de l'état d'urgence en raison d'une hausse soudaine du nombre de cas d'infection au VIH, le 19 septembre 2016, <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatoon/saskatchewan-doctors-state-of-emergency-hiv-1.3768183>.

particulier dans les communautés autochtones, qui, ont-ils fait valoir, affichaient des taux de VIH comparables à ceux de certains pays africains.

En juillet 2018, le ministère de la Santé de la Nouvelle-Écosse a émis un avis de situation d'urgence aux médecins et au personnel infirmier concernant une hausse soudaine du nombre de nouvelles infections au VIH, prévenant que le nombre de nouveaux cas d'infection au VIH diagnostiqués dans la province devrait doubler au cours de l'année⁴.

Aujourd'hui, quelque 75 000 Canadiens vivent avec le VIH/sida⁵. Une personne sur cinq ne sait pas qu'elle est séropositive, et beaucoup hésitent à se soumettre au dépistage. Les comportements associés à la transmission du VIH sont fortement stigmatisés, ce qui peut faire en sorte que les personnes ne veulent pas se manifester et se soumettre au dépistage. Par conséquent, la honte d'être séropositif est un facteur déterminant en ce qui concerne les nouveaux taux d'infection.

De plus, les jeunes générations qui n'ont pas vécu la crise du VIH/sida dans les années 1980 et 1990 ne comprennent peut-être pas la gravité potentielle de la maladie.

Réduction des fonds fédéraux alloués aux organismes communautaires de lutte contre le VIH/sida en 2018

En 2018, les fonds fédéraux alloués à la SCS et à 33 % des organismes communautaires de lutte contre le VIH/sida (plus de 40 groupes) ont été réduits à zéro par l'ASPC, tandis que les fonds versés à de nombreux autres organismes ont diminué considérablement.

Les compressions budgétaires imposées par l'ASPC à ces organismes ont entraîné une réduction considérable du nombre de programmes essentiels offerts par les organismes communautaires pour soutenir les soins et le traitement des personnes vivant avec le VIH/sida.

En outre, les campagnes de sensibilisation du public visant à promouvoir le dépistage et la prévention du VIH afin de réduire les taux d'infection ont été grandement restreintes ou simplement éliminées.

Pour la SCS, les répercussions négatives immédiates découlant de l'annulation du financement par l'ASPC sont les suivantes :

- une journée nationale inaugurale du dépistage du VIH considérablement réduite en juin 2018;
- la fin du leadership national de la SCS pour la promotion de la marche annuelle contre le sida, laquelle a permis de recueillir 1,4 million de dollars en 2017 et 45 millions de dollars au cours des 30 dernières années;

⁴ *The Star Halifax*, « Nova Scotia Sees Spike in Newly diagnosed HIV Cases », 18 juillet 2018,

<https://www.thestar.com/halifax/2018/07/18/nova-scotia-sees-spike-in-newly-diagnosed-hiv-cases.html>.

⁵ CATIE, L'épidémiologie du VIH au Canada, <http://www.catie.ca/fr/feuilles-info/epidemiologie/epidemiologie-vih-canada>.

- l'annulation d'une campagne nationale de sensibilisation du public pour prévenir de nouveaux cas d'infection au VIH.

Bien que le financement fédéral représente moins de la moitié des budgets globaux de la SCS ou de ses organismes communautaires membres, ce soutien est d'une importance cruciale pour la viabilité de ces petits organismes sans but lucratif. Par exemple, le « sceau d'approbation » qui est lié au financement fédéral facilite grandement la concurrence et l'obtention de commandites et de dons de la part de fondations.

Le Canada risque de rater les cibles des Nations Unies en matière de lutte contre le VIH/sida

Le Canada appuie les objectifs mondiaux établis par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et l'Organisation mondiale de la Santé, y compris les cibles 90-90-90 (d'ici 2020, 90 % de toutes les personnes vivant avec le VIH connaissent leur état, 90 % des personnes ayant reçu un diagnostic de VIH suivent un traitement antirétroviral, et 90 % des personnes suivant un traitement ont une charge virale supprimée).

En 2016, le premier ministre Justin Trudeau s'est engagé à verser 785 millions de dollars supplémentaires sur trois ans au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cet engagement financier représentait une augmentation de 20 % par rapport au niveau de contribution précédent du Canada.

La SCS salue les investissements accrus du gouvernement fédéral dans la lutte contre le VIH/sida à l'échelle mondiale.

Toutefois, à l'échelle nationale, le financement pour le Fonds d'initiatives communautaires en matière de VIH et d'hépatite C demeure inchangé.

Comme nous l'avons indiqué, en 2018, plus de 40 organismes communautaires de lutte contre le VIH/sida et la SCS n'ont reçu aucun financement dans le cadre de ce programme.

Ces compressions sont survenues en même temps que l'ASPC signalait une hausse des taux d'infection au VIH, ce qui démontre que le Canada risque manifestement de rater les cibles de 2020 de beaucoup.

UNE FORTE RAISON ÉCONOMIQUE POUR INVESTIR DANS LA PRÉVENTION ET LE TRAITEMENT DU VIH/SIDA

Le VIH/sida est une maladie facile à prévenir. La réduction des taux d'infection au VIH permettra à l'économie d'économiser des milliards de dollars annuellement en productivité de la main-d'œuvre (et des bénévoles) et en coûts de santé.

Le fardeau économique des coûts des soins de santé liés au VIH/sida

Selon une étude réalisée en 2015 par le *Journal canadien des maladies infectieuses et de la microbiologie médicale*, **le traitement d'une personne séropositive coûte jusqu'à 24 000 \$ par année**⁶.

Étant donné que le VIH est désormais une maladie contrôlable et qu'avec des médicaments appropriés, les patients séropositifs peuvent s'attendre à vivre longtemps, le coût du traitement d'une personne diagnostiquée du VIH pendant 30 ans peut s'élever à environ 720 000 \$.

Selon les estimations, qui établissent le nombre de nouveaux cas d'infection au VIH diagnostiqués à environ 2 500 par année au Canada, cela représente 60 millions de dollars en coûts supplémentaires imposés chaque année au système de soins de santé, qui est déjà surchargé.

Par exemple, une réduction de 50 % du nombre de nouveaux cas d'infection par année sur une période de cinq ans permettrait au système de soins de santé canadien de réaliser des économies de 150 millions de dollars.

Coûts en perte de productivité et de main-d'œuvre associés aux patients atteints du VIH

Le VIH a un impact significatif sur les gains d'une personne au cours de sa vie puisqu'il affecte généralement les personnes qui sont dans les années les mieux rémunérées de leur vie. Le VIH peut amener une personne à réduire le temps consacré au travail pour trois raisons principales :

- une infection au VIH fait en sorte qu'une personne peut consacrer moins d'heures par semaine au travail en raison de son état de santé;
- la personne peut succomber à la maladie avant d'atteindre l'âge de la retraite;
- comme la personne passera probablement moins d'années à la retraite, voire aucune année, elle est moins incitée à travailler pour épargner en vue de la retraite.

Si elles n'étaient pas atteintes du VIH, ces personnes auraient eu la même participation au marché du travail rémunéré et non rémunéré et les mêmes revenus que le Canadien moyen du même âge et du même sexe.

⁶ CBC News, « HIV prevention pill could save health care dollars », 12 juillet 2016, <https://www.cbc.ca/news/health/prescription-drugs-cost-insurance-hiv-prep-truvada-aids-health-canada-1.3673871>.

Plus précisément, selon une étude⁷ menée en 2011, **les pertes financières subies par les personnes récemment infectées par le VIH s'élèvent à environ 1,3 million de dollars par personne**. Notamment, l'étude n'a pas tenu compte de la valeur des heures de bénévolat perdues ou des répercussions sur les conjoints ou les partenaires qui participent aux soins et au soutien de leurs proches vivant avec le VIH.

Selon les estimations de l'Agence de la santé publique du Canada, sept nouveaux cas d'infection au VIH surviennent chaque jour, soit environ 2 500 par année, et la perte de productivité du travail pour l'économie canadienne attribuable aux nouveaux cas d'infection au VIH en 2018 seulement pourrait s'élever à environ 3,25 milliards de dollars au cours de la vie de ces personnes.

RECOMMANDATIONS PRÉBUDGÉTAIRES DE LA SCS

Reconnaissant que le VIH/sida demeure un problème de santé persistant au Canada qui coûte des milliards de dollars à l'économie canadienne en perte de productivité et de main-d'œuvre et qui impose au système de santé canadien déjà surchargé des milliards de dollars supplémentaires en coûts médicaux pour les soins et les traitements, la SCS recommande :

- 1. Que le gouvernement fédéral augmente de 10 millions de dollars le financement du Fonds d'initiatives communautaires en matière de VIH et d'hépatite C, pour qu'il passe de 26,4 millions de dollars par année à 36,4 millions de dollars par année.**

Cette augmentation reconnaît le rôle important que jouent les organisations communautaires de lutte contre le VIH/sida dans l'éducation et la prévention, ainsi que dans le soutien apporté aux personnes vivant avec le VIH pour qu'elles puissent mener une vie saine et productive.

- 2. Que le gouvernement fédéral fournisse 1 million de dollars par an au cours des cinq prochaines années pour appuyer le déroulement de la Journée nationale du dépistage du VIH par l'intermédiaire d'activités nationales de coordination et de marketing ainsi que par l'adoption de nouvelles technologies de dépistage à l'échelle du pays.**

Ce financement s'appuierait sur le succès à l'échelle nationale de la [Journée nationale du dépistage du VIH de juin 2018](#), à laquelle toutes les provinces ont participé malgré l'absence de soutien financier de la part du gouvernement fédéral.

⁷ Institute of Health Economics de l'Université de l'Alberta, *Le coût économique du VIH/sida au Canada*, <https://www.cdnaids.ca/wp-content/uploads/Le-co%C3%BBt-%C3%A9conomique-du-VIH-sida-au-Canada.pdf>.

Aux côtés de la SCS dans le Comité d'orientation de cette nouvelle initiative, on trouve :

- SIDA Moncton
- COCQ-SIDA
- Ontario AIDS Network
- Nine Circles Community Health Centre
- AIDS Saskatoon
- Alberta Community Council on HIV
- HIV Edmonton
- Pacific AIDS Network

Ces organismes collaborent avec des organismes communautaires locaux qui mettront en œuvre des événements en lien avec la Journée du dépistage du VIH dans leurs communautés, aux quatre coins du pays. Les autorités locales et provinciales en matière de santé collaborent également à la réalisation du projet, affirmant que celui-ci répond à un besoin non satisfait du système actuel des soins de santé au Canada. De plus, la SCS a obtenu l'appui financier de partenaires du secteur privé.

En plus des tests de dépistage réalisés sur 1 500 personnes, la Journée nationale du dépistage de 2018 a attiré beaucoup d'attention dans les médias nationaux et locaux, francophones et anglophones, sur tous les types de plateformes de médias traditionnels et sociaux, sensibilisant ainsi le public à l'importance du dépistage et à la prévalence du VIH au Canada.

Cependant, il y a des limites à ce que la SCS peut faire en ce qui concerne le dépistage sans l'aide du financement fédéral.

Étant donné que 21 %⁸ des personnes vivant avec le VIH au Canada ne savent pas qu'elles en sont atteintes, il est primordial d'investir des sommes importantes dans des initiatives de dépistage partout au pays, afin de réduire les taux d'infection qui augmentent dans de nombreuses communautés. La SCS cherche à utiliser son modèle éprouvé et ses vastes réseaux pour poursuivre ces activités critiques de sensibilisation et de dépistage en 2019 et après.

⁸ CATIE, « L'épidémiologie du VIH au Canada », <http://www.catie.ca/fr/feuilles-info/epidemiologie/epidemiologie-vih-canada>.

La Société canadienne du sida est heureuse d'avoir pu faire le point auprès du Comité permanent des finances sur la lutte contre le VIH au Canada et sur le besoin urgent d'accroître les investissements à l'échelon communautaire.

Nous croyons que le budget de 2019 représente également une occasion d'accélérer les progrès en ce qui concerne les cibles 90-90-90 d'ici 2020 à l'échelle nationale et l'élimination du VIH au Canada d'ici 2030.

La Société canadienne du sida et ses organismes communautaires membres ont hâte de continuer à travailler avec les représentants du gouvernement fédéral à l'atteinte de ces objectifs importants pour la population, l'économie et le système de soins de santé du Canada.